Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, Les Russes du Kazakhstan

Chantal Lemerancier-Quelquejay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/4220>

DOI : 10.4000/monderusse.4220

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 744-747

ISBN : 2-7132-2009-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Chantal Lemerancier-Quelquejay, « Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, Les Russes du Kazakhstan », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 45/3-4 | 2004, mis en ligne le 03 juin 2009, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4220> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.4220>

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2022.

Tous droits réservés

Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, Les Russes du Kazakhstan

Chantal Lemerancier-Quelquejay

RÉFÉRENCE

Marlène LARUELLE, Sébastien PEYROUSE, **Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique**. Préface de Catherine POUJOL. Paris, Maisonneuve & Larose-Institut français d'études sur l'Asie centrale, 2004, 354 p.

- 1 C'est un défi lancé par ces deux historiens que d'avoir pu présenter la situation, cruciale et sans cesse évolutive, des Russes du Kazakhstan dans la décennie qui a suivi l'indépendance de l'État kazakh. L'association fait la force, ce qui leur a permis d'aborder très scientifiquement un sujet aussi complexe.
- 2 Une introduction offre un bref historique des relations entre les Kazakhs et la Russie depuis la conquête des steppes au XVII^e siècle, l'installation par vagues successives d'une population russe d'abord essentiellement composée de cosaques. Puis l'avancée massive des Russes dans la seconde moitié du XIX^e siècle au cœur du territoire kazakh accélère la colonisation qui sera poursuivie sous le régime soviétique. Cette étude composée de cinq parties met en évidence la position de ces Russes qui se retrouvent subitement des « étrangers » dans ce qu'ils avaient cru être devenu leur pays.
- 3 La première partie parcourt le champ du politique, dans lequel il faut recadrer les Russes dans l'évolution du Kazakhstan comme État indépendant. 1991 est l'année des bouleversements effectués sans « révolution » qui ont entraîné une libération par rapport aux institutions et aux règles soviétiques. Les premières réformes lancées par N. A. Nazarbaev renforcent son pouvoir présidentiel. L'adoption de deux constitutions successives, celle de 1993 rapidement contestée puis celle de 1995, assure le contrôle du centre sur les pouvoirs locaux, même si le terme de « démocratie » préside officiellement à tout débat politique, tandis qu'une opposition se construit et se

renforce. Si, d'après les auteurs, le Kazakhstan se veut un état multinational et multiconfessionnel, il n'en est pas moins l'État des Kazakhs. La peur de la division du territoire a contribué à renforcer le pouvoir de Nazarbaev auquel on a reconnu cependant le mérite d'avoir maintenu la paix civile. Mais les Russes s'y sentent discrédités en tant que Russes et le règlement de la question nationale se résout à la méthode soviétique, c'est-à-dire linguistique, culturelle et folklorique.

- 4 La deuxième partie traite de l'enjeu de la « kazakhisation » du pays, politique générale poursuivant l'indigénisation inaugurée à l'époque de Brežnev mais dénoncée par les Russes. Une place paradoxale est accordée à la question nationale dans le débat public et la même ambiguïté se retrouve dans le processus de kazakhisation linguistique et ethnique en cours qui se révèle discriminatoire à l'égard des Russes. Pour les auteurs, le débat tourne autour du statut particulier des Kazakhs au sein des citoyens kazakhstaniens, de l'officialisation de la langue kazakhe au détriment du russe, de la dégradation de la vie scolaire, de la kazakhisation de l'administration, enfin de l'exclusion des Russes de la sphère publique en général.
- 5 Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse semblent pouvoir confirmer ces données fournies par les Russes et ne pas douter de leur objectivité quant à la discrimination nationale, du fait qu'elles émanent d'enquêtes menées par des instituts officiels. La question scolaire se pose comme une priorité, quand on sait que l'éducation est un élément essentiel de la « construction de la nation » pour le nouvel État kazakh. Les Russes savent bien que le bilinguisme est une cause perdue, mais ils tentent néanmoins de résister. Aussi les associations russes cherchent-elles à justifier leur présence dans le pays à l'aide d'arguments historiques et religieux.
- 6 La troisième partie, précisément, aborde les questions liées à l'histoire et à la religion. C'est à un véritable mouvement de bascule dans les situations de discrimination que les Russes sont brutalement confrontés. On assiste à la fin du « monopole » historiographique dont bénéficiait l'espace soviétique. La réécriture de l'Histoire en cours au Kazakhstan ne peut que susciter de virulentes réactions du côté russe. Chacun se renvoie la « falsification de l'Histoire », argument très en vogue à l'époque soviétique. La vision négative du passé kazakh a de profondes conséquences sur l'interprétation par les Russes de la situation contemporaine du pays, qui va jusqu'à stigmatiser le pouvoir de Nazarbaev qualifié de « féodalisme à visage humain » et à appréhender le Kazakhstan comme un pays « oriental ».
- 7 On observe ici que la position de l'Église orthodoxe au Kazakhstan joue du paradoxe en mettant en avant son lien à la nation russe tout en proposant un discours modéré reconnaissant la nouvelle donne de l'indépendance. À la faveur d'un renouveau religieux perçu dès la fin du régime soviétique, le Kazakhstan a adopté, comme les autres républiques d'Asie centrale, une législation libérale reconnaissant le droit à la liberté de conscience et de pratique religieuse. L'un des deux auteurs, Sébastien Peyrouse, a fort bien défini la place de l'Église orthodoxe dans la question russe dans une étude récemment publiée, *Les Chrétiens entre athéisme et islam en Asie centrale soviétique et post-soviétique*¹.
- 8 La quatrième partie de l'ouvrage est consacrée à la « question cosaque » qui s'insère dans l'étude des Russes du Kazakhstan. Du fait de l'indépendance, ces cosaques sont devenus les plus proches voisins de la Russie et cette considération ne fait qu'augmenter la complexité de leur situation, car ils apparaissent comme fondant leurs exigences sur celles des communautés cosaques de Russie et en conséquence sur les droits qu'elles ont

obtenus là-bas. Or les auteurs précisent qu'au Kazakhstan, s'affirmer cosaques comme peuple spécifique signifie se désolidariser des Russes et ne plus constituer qu'une minorité dans la minorité. Ils ont en outre observé que, si des revendications sécessionnistes ont été formulées dès la perestroïka dans l'ensemble du Kazakhstan, en 1994, on est allé jusqu'à réclamer la transformation du Kazakhstan en république autonome, intégrée à la Fédération de Russie. La réponse est un refus sans appel. Et les auteurs ne peuvent qu'observer la faillite des différentes revendications des cosaques du Kazakhstan puisque ceux-ci n'ont même pas été considérés comme une minorité nationale par les autorités kazakhes lors du recensement de 1999.

- 9 Dans la cinquième partie, les auteurs posent la question du devenir de ces Russes du Kazakhstan : « Ni Kazakhstanaï, ni Russes de Russie ? ». L'entité « Russes du Kazakhstan » est fondée sur une multitude de situations individuelles : ceux qui sont en Russie, ceux qui sont sur le départ, ceux qui attendent l'obtention de la citoyenneté russe, ceux qui l'ont mais résident encore en Asie centrale, ceux enfin, majoritaires, qui ont pris la citoyenneté kazakhstanaïse et sont décidés, ou non, à rester. Après plus d'une décennie, on constate que les mouvements migratoires sont toujours en cours, entraînant des conséquences considérables sur le plan économique, social et démographique.
- 10 Mais la vraie question est là : partir ou rester ? Le gouvernement russe, sous prétexte de respecter le droit international, considère que le devenir des Russes du Kazakhstan, comme ceux des autres républiques, se joue en grande partie en Russie même et que sa diaspora ne le concerne pas. L'année 1994 a été celle du départ. Mais nombreux sont les indécis qui restent « assis sur les valises » dans l'attente d'un événement qui déclencherait leur décision. Pour les Russes de la diaspora, la constitution d'une identité spécifique serait-elle possible ? Les problèmes juridiques qu'elle soulèverait semblent insolubles. On voit apparaître une identité « pied-rouge », mais cela semble un phénomène en construction. Toutes les populations qui ont changé de lieu de vie après les bouleversements sont désormais désignées sous l'appellation générique de « déplacés » (*pereselency*). Si la Russie est la principale bénéficiaire des mouvements de population internes à l'ex-URSS, les Russes du Kazakhstan, pris en tenaille, exigent au moins une prise en compte des réalités quotidiennes des citoyens, ou prennent le parti d'une autonomie, ou encore cherchent plutôt leur sauvegarde individuelle.
- 11 La conclusion de cette étude foisonnante d'événements, de bouleversements dans tous les domaines de la vie de l'État « kazakhstanaï » naissant, confirme l'extrême complexité et l'ambiguïté des nouvelles relations entre Russes et Kazakhs engendrées par l'indépendance : tout est remis en cause dans cet espace post-soviétique. Les auteurs observent par ailleurs que si les Russes des autres républiques d'Asie centrale, bien moins nombreux, ont toujours eu conscience d'être minoritaires, de nombreux Russes du Kazakhstan ont tout simplement l'impression d'être « chez eux » dans un espace sans discontinuité territoriale avec la Russie. Toutefois, d'après eux, il faut réfuter le mythe d'une communauté russe importante, structurée, consciente d'elle-même, et il est aisé de percevoir que la situation des Russes, au terme de la décennie, reste d'une grande fragilité.
- 12 L'étude de Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse est dotée d'un appareil scientifique de qualité donnant des points de repère indispensables pour l'aborder : chronologie détaillée de 1990 à 2003, recensements des principales nationalités, index, mais l'absence de cartes est certes regrettable ! En revanche, la bibliographie, fort précieuse, est fondée

principalement sur des références datées de la décennie étudiée, dans une très forte majorité en langue russe, au moins pour la série des « sources premières », journaux, textes politiques et administratifs officiels... Les auteurs précisent qu'il n'y a pas encore de littérature spécifique sur l'ensemble de la diaspora russe du Kazakhstan, mais qu'ils ont pu toutefois s'appuyer sur les discours très révélateurs des diverses associations de défense.

- 13 Si ce livre est bien le fruit d'une collaboration pertinente et positive entre les deux auteurs, ni les Russes, ni les Kazakhs n'ont dit leur dernier mot. C'est donc une « affaire à suivre ».

NOTES

1. Paris, Maisonneuve & Larose, 2003.